

ÉCHOS DES DEUX RIVES

LÉVIS

Fêtes populaires

Encore une fois cette année, les Fêtes populaires Pointe-Lévy organisent une soirée Casino-Croisière. Destinée au financement des fêtes qui se dérouleront plus tard, la soirée se déroulera le 6 août sur le Alphonse-Desjardins. L'embarquement, entre 20 h et 20 h 30, se situera au quai Paquet de la Traversée de Lévis. Le programme de la soirée, outre le jeu de casino, comprendra léger goûter, danse avec musique tropicale et de nombreux prix de présence.

SAINTE-FOY

Candidate indépendante

Mme Mary F. Le May, 45 ans, a décidé de se présenter candidate indépendante dans le quartier Saint-Benoît, à Sainte-Foy, en vue des élections du 7 novembre. C'est pour défendre les intérêts des citoyens plutôt que d'un parti politique qu'elle a opté pour une candidature indépendante. Elle était membre du comité fondateur du Forum des citoyens de Sainte-Foy et membre de la Coalition des citoyens qui a fait la lutte aux deux projets de l'administration de Mme Andrée P. Boucher d'un complexe administratif municipal puis d'une centrale de police et pompiers qui ont fait l'objet de deux référendums. Le quartier Saint-Benoît est représenté à l'hôtel de ville par le conseiller du parti d'opposition Présent Sainte-Foy, M. Michel Lefebvre.

SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES

Non à la loi 102

La municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures a décidé de ne pas se prévaloir des dispositions de la loi 102 qui doit entrer en vigueur à l'automne et qui impose un gel de deux ans du salaire des employés municipaux. Les raisons ? Entre autres la masse salariale à Saint-Augustin représente 17 % du budget alors que la moyenne pour les villes de l'Union des municipalités du Québec est de 40 % de leur budget. Aussi la municipalité a mis sur pied un programme d'amélioration continue de la qualité des services.

QUÉBEC

Permis à la baisse

La baisse de la valeur des permis pour l'ensemble des activités résidentielles, institutionnelles, commerciales et industrielles a été de 25 % et non de 40 % en 1992, précise l'Office municipal de développement économique de Québec (OMDEQ), soit une valeur totale de 208 millions \$ comparativement à 277,3 millions \$ en 1991. La baisse de 40 % a été enregistrée dans le secteur industriel et commercial seulement.

SAINT-JOSEPH

Pas de fusion

Le dossier de fusion entre la ville de 3350 habitants et la paroisse rurale d'une population de 1210 âmes ne sera pas rouvert même si l'offre de subvention gouvernementale a été portée de 97 000 \$ à 226 000 \$ après que le ministère provincial des Affaires municipales eut bonifié son programme incitatif de regroupements des municipalités. Aucun des deux conseils ne veut prendre l'initiative de relancer le dossier.

Centre de tri et solidarité régionale

Québec se donne comme modèle à suivre

QUÉBEC — La ville de Québec est loin d'avoir manqué d'esprit régional dans le dossier de centre de tri. Et c'est parce qu'elle est allée en appel d'offres que la Régie de la Haute-Saint-Charles a baissé ses coûts de 65,85 \$ la tonne métrique à 50,50 \$!

par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

C'est ce que tenait à dire « au monde », via les journalistes, hier, le conseiller et le directeur général adjoint responsables du dossier pour la ville de Québec, MM. Pierre Mainguy et Hervé Brosseau.

Ils sont fatigués de se faire accuser de manquer d'esprit régional parce que Québec a son projet de centre de tri dans le parc industriel de Duberger.

D'abord ils tiennent à préciser, insistant toujours sur la notion d'esprit régional, que la ville de Québec a toujours voulu, dès le début, que ce soit un dossier de la Communauté urbaine (CUQ). M. Mainguy croit que le centre de tri aurait dû être une responsabilité de la CUQ d'autant plus qu'elle a consacré 250 000 \$ pour une étude sur une gestion intégrée des déchets. Ce sont plusieurs autres municipalités qui ne voulaient rien savoir de confier un centre de tri à la CUQ.

Par la suite, les trois municipalités qui forment la Régie de la Haute-Saint-Charles, Loretteville, Saint-Émile et Lac-Saint-Charles, ont décidé d'offrir un projet mais sans aller en appel d'offres. Derrière la Régie il y a un entrepreneur privé, Rebutis solides canadiens, qui n'a pas à se soumettre à la procédure d'appel d'offres, donc il peut présenter à peu près n'importe quel prix.

Face à cela, quelques municipalités dont Saint-Augustin, Val-Bélair, Beauport et Québec décident de « tester le marché » selon l'expression de M. Mainguy. Un premier appel d'offres avorte, entre autres par manque de temps laissé aux entreprises désireuses de faire une offre.

On décide d'un deuxième appel d'offres. Cette fois Québec fait l'appel d'offres avec l'appui de Beauport et Val-Bélair. Le plus bas soumissionnaire est le Centre régional de récupération C.S. dont le président est M. Denis Gamache.

C'est à ce moment que la guerre des chiffres éclate entre Québec et la Régie. On ajuste les prix de part et d'autre. Jusqu'au point où ils sont presque à égalité. Québec a un coût de 52,42 \$ la tonne métrique, la Régie, 50,50 \$.

Lundi, Québec apporte l'argument du coût du transport qui se solde par un avantage moyen pour toutes les municipalités de la CUQ se situant entre 2 \$ et 4 \$ la tonne métrique, disait M. Mainguy hier.

La Régie a contesté les chiffres de Québec dès mardi et Québec a répliqué hier.

Québec en a assez ! Il y va même de la crédibilité de la ville face aux entreprises, surtout celles qui ont fait une offre pour le centre de tri, Sani-Gestion et Constructions du St-Laurent. La ville a beaucoup de contrat avec elles et si elle ne respecte pas la procédure des appels d'offres elle ne sera plus prise au sérieux, argumente M. Brosseau.

Donc la ville va de l'avant avec son projet à Duberger. Et vu que, selon les chiffres mêmes de Québec, quatre municipalités seraient avantagées au niveau des coûts de transport en allant au centre de tri de la Régie, à Saint-Émile, il se



MM. Pierre Mainguy, ci-dessous, et Hervé Brosseau, ci-dessus, en ont ras le bol des accusations d'égoïsme et d'esprit de clocher portées contre l'administration municipale de Québec dans le dossier du centre de tri.



Le conseiller croit possible que certaines municipalités ne veulent pas du projet de Québec par crainte d'une éventuelle et hypothétique fusion.



Le temps des foins!

Même si le temps n'était pas aussi cuisant, hier, le mercure folâtrant dans les 30 degrés, avec des brises de fraîcheur, Claude Bilodeau ne se sentait tout de même pas en vacances en engrangeant les balles de foin dans cette ferme de Saint-Pierre, à l'île d'Orléans. Bien que la météo parle d'annuagement et d'averses possibles au cours des prochaines heures, nul ne se plaint de ce répit qui devrait nous gratifier d'un temps un peu plus frais et combien plus agréable pour aller profiter des activités du 26e Festival d'été.

Montmagny

Croisières Normand veut torpiller Croisières d'Anty

MONTMAGNY — S'estimant victimes d'une concurrence déloyale et indue pistonnée par la ville de Montmagny elle-même, les fameux navigateurs Lachance viennent de déposer une requête en injonction pour torpiller Croisières d'Anty inc. (Croisière Montmagny enr.)

par MARC SAINT-PIERRE
LE SOLEIL

L'injonction, qui vise notamment à stopper les croisières touristiques du « Normand I », vient effectivement d'être signifiée à Croisière d'Anty.

Le même texte juridique met en cause la ville de Montmagny et son office du tourisme, qui sont depuis quelques années engagés dans une offensive tout azimut pour développer l'activité récréo-touristique chez eux.

L'injonction sera débattue au palais de justice de Montmagny le 21 juillet.

Dans leur document déposé devant la cour supérieure, Joseph Lachance & Fils inc., Paul et Anselme Lachance notent d'emblée qu'ils déposent des permis requis pour transporter des passagers et piloter des excursions à compter de Montmagny vers la kyrielle d'îles au large de cette ville, en face sur la rive nord, voire jusqu'à Chicoutimi.

« L'intimée, Croisières d'Anty inc., ne possède aucun permis de transport de passagers par eau », ajoutent du même souffle les Lachance par la voix de leurs procureurs, Chouinard et Associés, de Sillery.

Et selon eux, c'est depuis le 24 mai que Croisière Montmagny enr. exercerait « illégalement et de façon systématique » des opérations de transports

touristiques de passagers par eau entre Montmagny, la Grosse-Île et l'île aux Grues.

Les navigateurs indiquent aussi qu'ils ont bien transmis une plainte à la Commission des Transports du Québec. Mais, première cerise sur le gâteau que les Lachance soulignent, « (...) les forces de l'ordre ne sont pas disponibles pour faire cesser la commission des infractions continuelles commises par l'intimée ».

Deuxième cerise sur le même gâteau, toujours désignée par les Lachance, c'est que « la ville de Montmagny, par son attitude et son aide financière, soutient une activité illégale ». L'Office du tourisme de la Côte-du-Sud ferait la promotion de la vente des billets de Croisières Montmagny, précisent-ils.

Les Lachance ne chiffrent pas les dommages dont ils seraient susceptibles d'écopier ; ils se contentent de les qualifier de « sérieux et irréparables ».

L'engagement des Lachance sur le terrain juridique n'a pas ému outre mesure l'hôtel de ville de Montmagny.

Louis Caron, président de Croisières d'Anty et de Croisière Montmagny n'a guère bronché non plus.

« Les permis de transport pour croisière-excursion, ça n'existe pas. Nos avocats seront là le 21 juillet », a indiqué M. Caron.



Le Dr Paul-André Poliquin fête ses 100 ans

Le Dr Paul-André Poliquin, qui célébrera son 100e anniversaire de naissance demain, était reçu hier à dîner au Château Frontenac, dans le cadre du centième anniversaire de cet hôtel. Spécialisé en chirurgie générale, le Dr Poliquin a été un des premiers chirurgiens de l'hôpital Saint-François-d'Assise où il a assumé pendant de nombreuses années la direction du service de chirurgie, avant d'assumer des fonctions analogues à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. Le Dr Poliquin a été l'un des fondateurs de la Société de chirurgie de Québec, en 1964. Il est le père du Dr Robert Poliquin, qui pratique toujours la chirurgie à l'hôpital de Chandler, en Gaspésie.

15 AU 18 JUILLET 1993

ARTISTES INVITÉS :

Dave Brubeck
Paulo Bonfatti
Carl Tremblay
Michel Cussion et
le Wild Unit
John Ballantyne

HORAIRE DES ACTIVITÉS:

Judi, vendredi : 16 h 30 à 23 h 00
Samedi : 13 h 00 à 23 h 00
Dimanche : 11 h 00 à 23 h 00

ENTRÉE:

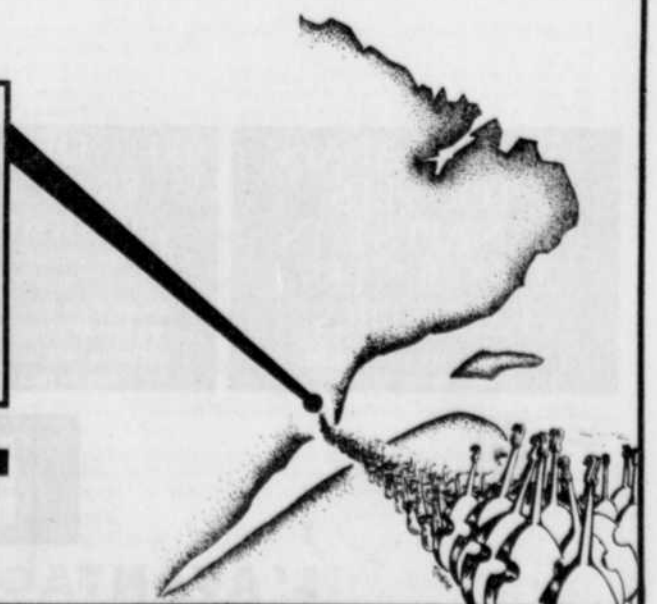
4 \$ / jour Passeport : 12 \$

INFORMEZ-VOUS 295-3116

une collaboration

LE SOLEIL

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!





Mascotte déçue

La nouvelle mascotte du Naturalium de Québec, un panda, était bien dépitée, hier. Bien qu'invitée à l'hôtel de ville de Québec, elle s'est vue refuser de signer le livre d'or de la ville car elle n'a pas encore de nom. Elle devra donc se reprendre. Un concours populaire sera lancé la semaine prochaine pour lui trouver un nom. Un invité à la cérémonie, malheureusement ratée, a suggéré Pandum. Le Pandum du Naturalium! Le Naturalium, qui a ouvert ses portes il y a trois semaines, a déjà reçu 15 000 visiteurs alors qu'il en attendait 10 000.

La lutte contre l'herbe à poux manque de mordant

QUÉBEC — Les municipalités de la Communauté urbaine de Québec viennent d'amorcer leur lutte contre l'ambrosia, ou l'herbe à poux, mais elle demeure timide et sans grands moyens d'action.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

Beauport, Cap-Rouge, Charlesbourg, Lac-Saint-Charles, L'Ancienne-Lorette, Québec et Sillery tiennent en effet une journée d'arrachage de l'ambrosia en juillet, avec l'aide des enfants des terrains de jeux surtout. Mais la présence de la fameuse plante fait ramer l'objet d'infraction en dépit d'une réglementation existante dans la plupart des municipalités de la CUQ.

« Il y a une augmentation des activités d'arrachage, mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Québec a supprimé 3000 kilos d'ambrosia l'an dernier, soit 150 000 plants, mais il faudrait en arracher au moins 10 000 kilos par an sur le territoire de la CUQ », commente René Gélinas, directeur du service de l'environnement à la CUQ.

L'herbe à poux est en effet responsable de 85 % des rhumes des foies éprouvés par les citoyens de la région de Québec, 10 à 15 % d'entre eux étant allergiques au pollen de cette plante lors de sa floraison, qui survient de la fin juillet à la fin d'août.

« Le problème concerne tout le monde. Nous devons tous en arra-

cher quand nous voyons un plant, au hasard d'une promenade », commente le Dr Richard Lemieux du centre de santé publique de Québec.

« C'est une plante qui pousse là où il n'y a rien d'autre, en bordure des chemins publics, des terrains vagues, souvent en forte concentration. On peut toujours la tondre pour en retarder la floraison, mais il faudrait des herbicides biologiques moins coûteux que ceux qui existent déjà pour les grandes surfaces », dit l'agronome René Pronovost du service de l'environnement de la ville de Québec.

L'herbe à poux est surtout répandue dans la vallée du Saint-Laurent, dans la région de Montréal plus particulièrement. Plusieurs municipalités de cette région, dont la métropole elle-même, ont d'ailleurs dû imposer des amendes pour forcer les propriétaires de terrains vagues à éliminer. L'indice de pollen est ainsi passé de 26 à 8 de 1976 à 1989, une réduction de l'ordre de 70 %.

À Québec, l'Association de lutte contre l'ambrosia n'a pu obtenir un budget de 5000 \$ pour produire un bulletin d'information sur le pollen pour la région de Québec, et sa présidente, Mme Gertrude Morency, regrette que les municipa-

lités n'aient pas accepté de se joindre à la journée provinciale d'arrachage de l'ambrosia le dimanche 11 juillet.

de leurs employés d'entretien pour leur apprendre à dépister et éliminer l'herbe à poux », dit Mme Morency.

L'herbe à poux ressemble vaguement, par son feuillage, à un plant d'oignon d'inde ou de carotte géante, produisant des hampes florales qui causent le pollen allergène.

Les citoyens de Chauveau rejettent l'eau du fleuve

SAINTE-FOY — De nombreux citoyens du quartier Chauveau dans Sainte-Foy ne veulent pas de l'eau du fleuve qu'ils doivent consommer depuis près d'un mois, préférant de beaucoup l'eau pure du lac aux Feuilles. Ils étaient une trentaine à se rendre le dire à leur conseil municipal.

par ROBERT FLEURY
LE SOLEIL

« Comment se fait-il que nous n'ayons pas été informés à l'avance de cette décision, même notre conseiller municipal n'était pas au courant », demande un porte-parole du groupe, M. Jean-Pierre Amyot, lequel conteste les allégations de la ville de Sainte-Foy selon lesquelles l'eau de fleuve est de meilleure qualité que celle du lac aux Feuilles, une source desservie par le ruisseau d'Eau claire du mont Bélair.

« Nous avons demandé le résultat des analyses physico-chimiques pour prouver les allégations de la ville, mais sans succès. L'eau du ruisseau d'Eau claire est de si bonne qualité qu'une entreprise y puise son eau de source sans presque aucun traitement », observe M. Amyot.

D'autres citoyens ont également fait état de leur déception. Ils habitent le rang des Beaumont, le rang Sainte-Anne ou la rue Notre-Dame.

« Nous n'avions presque pas de pression ce matin dans le robinet et l'eau qui coule est loin d'être aussi claire », disent Madeleine Moisan et Marthe Bédard de la rue Notre-Dame.

Mairesse sceptique

La mairesse Andrée Boucher ne s'est nullement apitoyée sur leur sort.

« Nous sommes la méchante ville qui vous oblige à consommer l'eau du fleuve comme tout le monde. Nous en buvons tous et nous sommes en très bonne santé », dit la mairesse dans un éclat de rire.

« Sainte-Foy est l'une des rares municipalités à offrir un traitement d'eau par ionisation, ce qui produit une qualité d'eau excellente. Nous ne pouvions pas engager des dépenses d'immobilisation et d'entretien d'équipement pour 1100 personnes alors qu'il était moins coûteux et plus sécuritaire pour la propre santé de ces résidents de raccorder le secteur au système d'aqueduc de Sainte-Foy », commente la mairesse Boucher.

Quant à la perte de pression subie, l'ingénieur responsable de la production et de la distribution de l'eau au service d'ingénierie de la ville de Sainte-Foy, M. Marcel Proulx, affirme qu'elle demeure bien au-dessus de la norme minimale dans ce secteur.

« Il y a eu rinçage du système ce matin-là et c'est pourquoi la pression fut plus faible. Elle se situe à 70 livres dans ce secteur comparativement à 85 livres auparavant, ce qui est encore nettement au-dessus de la norme minimale de 40 livres à certains endroits du réseau », commente M. Proulx.

CHAUD WEEK-END D'AUBAINES À SAVEUR D'ÉTÉ!

IL Y EN A POUR TOUTE LA FAMILLE, LE SAMEDI 10 JUILLET ET LE DIMANCHE 11 JUILLET!

50 % DE RABAIS*

- **Sélection de tenues mode couture pour femme!** Liz Claiborne, Jones New York et Rena Rowan parmi tant d'autres. Tailles courantes, petites et dimensions mode. Le choix varie selon le magasin. Dans certains magasins. *Sur le prix ordinaire.
- **Chaussettes mode printemps-été pour femme.** American Essentials, Footprints, Hue, Jockey et Woods. Le choix varie selon le magasin. Ord. 4 \$ à 15 \$. Solde 2 \$ à 7,50 \$ la paire.
- **Chemises chic pour lui: liquidation des modèles à rayures et aux couleurs de saison. Le blanc excepté.** Le choix varie selon le magasin. Ord. 9,99 \$ à 80 \$. Solde 4,99 \$ à 40 \$ ch.
- **Tous les oreillers à plus de 20 \$.** Les paquets jumelés exceptés. *Sur le prix ordinaire.

- **L'or à 10 ct ou 14 ct.** Exceptions: bijoux Décor, Charter Collection et à prix vedette se terminant par 99 ¢. *Sur le prix ordinaire.
- **Couverts, 5 pièces, en fine porcelaine signée Johnson Bros.** *Sur le prix ordinaire. Également offerts à 25 % de rabais: les articles suivis Johnson Bros.
- **Tous les tricots printemps-été pour femme.** Le choix varie selon le magasin. Ord. 14,00 \$ à 125 \$. Solde 7,49 \$ à 62,49 \$ ch.
- **Serviettes Real Colours.** Débarbouillettes, essuie-mains, tapis de bain, serviettes de bain de bonnes dimensions et très grandes serviettes de bain. Ord. 8 \$ à 24 \$. Solde 3,99 \$ à 11,99 \$ ch.

40 % DE RABAIS*

- **Tenues de nuit Candies et Esleep pour jeune femme.** Tout coton. P.M.G. Le choix varie selon le magasin. *Sur le prix ordinaire.
- **Choix de dessous mode Suzanne, Vogue et Warner's.** *Sur le prix ordinaire.
- **40 % à 50 % de rabais. Caleçons boxer et camisoles en soie pour femme.** P.M.G. Le choix varie selon le magasin. Ord. 24,99 \$ à 29,99 \$. Solde 14,99 \$ ch.
- **Une sélection vedette de bijoux mode printemps-été pour femme.** Le choix varie selon le magasin. *Sur le prix ordinaire.
- **Toutes les lunettes de soleil pour homme et femme.** Le choix varie selon le magasin. Ord. 12 \$ à 200 \$. Solde 7,20 \$ à 120 \$ ch.
- **De Shipley et d'Excelsior de Shipley, complets en laine fine pour homme.** Tailles 38 à 46. Le choix varie selon le magasin. Dans certains magasins. Ord. 425 \$ à 450 \$. Solde 255 \$ à 270 \$ ch.
- **Toutes les tenues de bain pour garçon et fille, tailles 2 à 14.** *Sur le prix ordinaire.

- **Toutes les robes bain-de-soleil et tous les tee-shirts, shorts et ensembles avec short pour fille, tailles 2 à 14.** *Sur le prix ordinaire.
- **Tous les ensembles avec short pour garçon, tailles 2 à 6X et tous les tee-shirts et shorts pour garçon, tailles 2 à 16.** *Sur le prix ordinaire.
- **Tous les ustensiles de cuisson en inox.** Batteries et articles suivis. *Sur le prix ordinaire.
- **Tous les tee-shirts Brooks.** P. M. G. TG. Ord. 15,99 \$ à 21,99 \$. Solde 9,59 \$ à 13,19 \$ ch.
- **De Sportek, tee-shirts à poche poitrine, shorts en jersey et camisoles.** Ord. 12,99 \$ et 15,99 \$. Solde 7,79 \$ et 9,59 \$ ch.
- **Tente pour 6 personnes.** N° 1272. Ord 279 \$. Solde 167 \$ ch.
- **Toutes les tenues de bain pour femme.** *Sur le prix ordinaire.
- **Batteries et articles suivis Visions.** Le choix varie selon le magasin. *Sur le prix ordinaire.

30 % DE RABAIS*

- **30 % à 50 % de rabais* Coordonnés carrière printemps-été pour femme.** Tan Jay, Principles, BayClub et autres. Le choix varie selon le magasin. Dans certains magasins. *Sur le prix ordinaire.
- **30 % à 50 % de rabais* Assortiment de tenues tout-aller pour femme.** BayClub, Northern Spirit, Kari, FairSet, Penmans et autres. *Sur le prix ordinaire.
- **30 % à 50 % de rabais*. Assortiment de tenues mode printemps-été pour jeune femme.** Career Moves, Real Clothes, Variations et autres. Le choix varie selon le magasin. Dans certains magasins. *Sur le prix ordinaire.

- **Toutes les chaussettes de fin de série pour fillette.** *Sur le prix ordinaire.
- **Toute la literie en magasin.** Une place, deux places, grand lit ou très grand lit. *Sur le prix ordinaire.
- **Tous les meubles audio-vidéo et tous les éléments muraux.** En montre dans certains magasins. *Sur le prix ordinaire.
- **Tous les meubles de jardin.** *Sur le prix ordinaire.
- **Fleurs artificielles, reproductions encadrées et lampes en laiton.** Dans certains magasins. *Sur le prix ordinaire.
- **La literie en sac Wabasso et Dream-Weavers de Texmade.** Ord. 99,99 \$ à 149,99 \$. Solde 69,99 \$ à 99,99 \$ ch.

25% DE RABAIS* TOUS LES CANAPÉS-LITS ET TOUS LES FAUTEUILS
*Sur le prix ordinaire.
Meubles, rayons 515 et 520

30 % DE RABAIS* FRAÎCHEUR GARANTIE!
• Tous les climatiseurs Beaumark, G.É., Climatrol et Hotpoint. Tant qu'il y en aura. Désolés, pas de bon d'achat différé. Dans certains magasins seulement.
*Sur le prix ordinaire.

ACHATS VEDETTE!
• Blouses Elite pour femme. Plusieurs modèles d'été 14,99 \$ ch.
• Sacs à main Valerie Barad 19,99 \$ ch.

25% À 40% DE RABAIS*
• Liquidation de chaussettes et de sandales pour femme printemps-été de fin de série. Les nouveaux arrivages d'automne. Le rayon des collants, fins et autres offres exceptés. Le choix varie selon le magasin.
*Sur le dernier prix étiqueté



LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX

ÉCHOS du Bas-Saint-Laurent

Centre de plongée à Rimouski

RIMOUSKI — L'Institut maritime du Québec à Rimouski a entrepris récemment la construction de son Centre de formation en plongée professionnelle au coût de 3 millions \$. Le contrat a été confié à la firme BSL Entrepreneur général de Vanier. Ce centre sera unique au Québec à offrir la formation de scaphandrier et de scaphandrier-inspecteur. Le nouveau pavillon sera prêt pour le mois de septembre 1994, année du 50e anniversaire de fondation de l'IMQ, et accueillera 40 élèves par année.

Lits fermés à Sept-Îles

SEPT-ÎLES — Le Centre hospitalier régional de Sept-Îles ferme 53 de ses 196 lits jusqu'au 15 août. Les congés et le manque d'intérêt des patients d'être opérés pendant l'été expliquent cette décision. La direction de l'hôpital poursuit également ses démarches afin d'amener des anesthésistes à Sept-Îles dans le but de porter leur nombre à quatre.

Contrôle budgétaire à Rivière-du-Loup

RIVIÈRE-DU-LOUP — La Commission scolaire de Rivière-du-Loup vient d'adopter une série de mesures de contrôle budgétaire touchant une vingtaine de catégories de dépenses et secteurs d'activités de cette institution dans le but d'assurer une meilleure gestion financière des deniers publics. Les écoles et les centres d'opération de la commission scolaire seront désormais soumis à des contrôles internes selon des normes administratives uniformes. Selon la commission, ces mesures sont parmi les plus rigoureuses que s'est donnée une commission scolaire au Québec.

METTEZ DU SOLEIL DANS VOTRE QUOTIDIEN
LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

Accueil st-jovite inc.
PROJET: 061 18b-01

Le Centre d'accueil St-Jovite, propriétaire, demande des soumissions pour la construction de l'agrandissement et la rénovation du Centre d'accueil St-Jovite. Les documents contractuels pourront être obtenus aux bureaux du Centre d'accueil St-Jovite:

Centre d'accueil St-Jovite Inc.
925, rue Oulmet
St-Jovite (Québec) Tél.: (519) 425-2793

Contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre du propriétaire. Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission établi au montant de DEUX CENT VINGT-QUATRE MILLE DOLLARS (224 000 \$) valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé au montant de CENT DOUZE MILLE DOLLARS (112 000 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de CENT DOUZE MILLE DOLLARS (112 000 \$). Les soumissions seront reçues au:

Centre d'accueil St-Jovite Inc.
925, rue Oulmet
St-Jovite (Québec) Tél.: (519) 425-2793

Date: le mercredi 25 août 1993 à 15 h, heure locale en vigueur. Pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure. Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec et détenant la licence requise en vertu de la loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction. Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et assurer qu'ils détiennent les permis et licence requis. Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

YVON LACHAINE
Directeur général

N.B. Une visite des lieux aura lieu le lundi 9 août 1993 à 14 h. Les documents seront disponibles à partir du mercredi 14 juillet 1993.

UNE PLACE AU SOLEIL



La Croix-Rouge

Depuis le début de juin, le bureau régional de la Croix-Rouge à Québec met à la disposition des vacanciers une caravane de sécurité, offerte par Ameublement Tanguay. Il s'agit d'un investissement social de 25 000 \$ qui a été puisé dans les profits réalisés par la vente du million. Les jeunes sauveteurs qui voyagent dans cette caravane ont déjà initié plus de 20 000 personnes à respecter les règles élémentaires de sécurité lors des baignades. Cette caravane, qui sillonne la Beauce cette semaine, sera en Mauricie la semaine prochaine, avant de visiter le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et la Côte-du-Sud dans les prochaines semaines. Renseignements en téléphonant à Stéphan Simard, au 687-5062, poste 3319.

102 ans !

M. Édouard Therrien, originaire de Saint-Joachim-de-Tourelle, en Gaspésie, a célébré, le 28 juin, son 102e anniversaire de naissance. Cultivateur durant toute sa vie, M. Therrien avait épousé dame Eugénie St-Laurent laquelle avait su lui donner neuf enfants, dont deux sont aujourd'hui décédés. Toujours actif, fumeur de pipe invétéré, M. Therrien continue à tondre son gazon en conduisant lui-même son petit tracteur. Depuis son centième anniversaire, sa famille et l'Âge d'or lui font une petite fête. Cette année, elle avait lieu à Saint-Joachim où M. Therrien demeure encore, durant la saison estivale, avec un de ses fils, Denis, professeur de mathématiques à l'université Laval.



Fièvre des foins

Le service de pneumologie et d'allergie de l'hôpital du Saint-Sacrement est à la recherche de sujets souffrant de la fièvre des foins afin de participer à une étude clinique. Les intéressés doivent contacter Mme Monica Krusky en composant le 682-7724. De plus, il est important de mentionner que seuls les sujets dont le diagnostic a été porté depuis plus d'un an pourront être admissibles à cette recherche clinique.

Ça jappe à Bernières

Plus de 300 chiens de race pure envahiront le chemin Lambert, à Bernières, aujourd'hui, demain et dimanche, de 10 h à 16 h, lors de la plus grande compétition canine extérieure au Québec. Beau temps, mauvais temps, une grande tente permettra aux visiteurs de se familiariser avec les compétitions d'obéissance et de beauté et de discuter avec certains des meilleurs éleveurs du Québec, de l'Ontario et du nord-est des États-Unis.

Faire parvenir vos communiqués à: PIERRE CHAMPAGNE LE SOLEIL, C.P. 1547, 390, St-Vallier Est, Québec, G1K7J6. Tél: 647-3394 Fax: 647-3374

ville de SAINTE-FOY APPEL D'OFFRES FOURNITURE D'UN SYSTÈME DE COMMUNICATION POUR MICRO-ORDINATEURS VÉHICULAIRES

avis public Gouvernement du Québec MINISTÈRE DES FORÊTS DÉPÔT DES PLANS QUINQUENNAUX D'AMÉNAGEMENT FORESTIER MODIFIÉS DES TERRITOIRES VISÉS AU PRÉSENT AVIS

Hydro-Québec APPEL D'OFFRES BSA-93-MN-010 pour 14 h 00 (heure locale) le jeudi 29 juillet 1993

Société québécoise d'assainissement des eaux Travaux dans la ville de Chicoutimi Comté de Chicoutimi Appel d'offres no: 0193-30-01-41-3F

Transports Québec APPELS D'OFFRES ET DE CANDIDATURES Les appels d'offres qui suivent correspondent aux contrats de services auxiliaires (type A), de construction (type C), de déneigement (type D), de services professionnels (type P) et aux autres contrats non spécifiés précédemment (type S).

APPEL D'OFFRES BSA-93-MN-010 pour 14 h 00 (heure locale) le jeudi 29 juillet 1993 Vente de matériel de transport et de matériel divers (Surplus d'actif)

C Contrat no 6571-93-0203 — Réparation partielle d'une structure située sur l'autoroute 31, au-dessus de l'autoroute 40, dans la municipalité de St-Antoine-de-Lavaltrie, M.R.C. d'Autry, circonscription électorale de Berthier.

Québec saisit sept filets de pêche à des Amérindiens

LE GROUPE A.P.S. ENR.

Administration Traitement de texte Service de placement
C'est une équipe dynamique composée de professionnels oeuvrant dans différents secteurs d'activités, vous invitant à découvrir les services suivants :

ADMINISTRATION

- Formation
- Photocopie
- Comptabilité
- Consultation
- Gestion interne
- Télécopie en lot
- Service placement

TRAITEMENT DE TEXTE

- Curriculum vitae
- Carte d'affaires
- Photocopie
- Dépliant
- Graphisme
- Rédaction
- Montage
- Thèse

SAISIE DE DONNÉES

- Rapport
- Listing
- Programmation

DEPUIS 1989

RABAIS 50 %

Conception et rédaction de curriculum vitae pour seulement **49,95\$** avec ce coupon (valeur de 98,95\$)

Pour une gamme de services concurrentiels et de qualité supérieure, n'hésitez pas à contacter l'un de nos conseillers dès aujourd'hui!

Carrefour Les Saules tél.: (418) 871-6622
5150, boul. l'Ormière, bureau 33 Téléc.: (418) 871-6587

RESTIGOUCHE — Les fonctionnaires du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, ont saisi mardi soir sept filets de pêche appartenant à des Amérindiens de la réserve de Restigouche accusés de pêcher illégalement. Quelques saumons ont également été saisis.

par PASCAL LAPOINTE
LE SOLEIL

Une autre opération menée le lendemain, mercredi, par les mêmes fonctionnaires, accompagnés d'agents de la GRC, n'a pas permis de saisir d'autres filets de pêche, révélait hier le porte-parole du ministère, Raynald Gilbert. Celui-ci se refusait à dire si d'autres opérations étaient prévues.

Selon la version du ministère, le conseil de bande de cette réserve, qui chevauche le Québec et le Nouveau-Brunswick, n'aurait pas d'entente avec le gouvernement du Québec pour la pêche sur la portion québécoise de la rivière Restigouche, comme c'était le cas au cours des années précédentes.

Il détiendrait par contre un permis spécial, permettant la pêche à l'intérieur d'une certaine zone de la Restigouche, et c'est à l'extérieur de cette zone qu'aurait été surpris mardi soir le petit groupe d'Amérindiens.

Ceux-ci étaient au nombre de quatre et se sont rapidement dispersés, selon le conseil de bande de Restigouche, après « certaines frictions », selon le ministère. Des deux côtés, on s'employait toutefois hier à minimiser l'incident, et à assurer que tout le monde recherchait une solution satisfaisante aux deux parties. « Il n'y a pas d'actions de protestation envisagées, affirme le porte-parole amérindien. On mise sur la coopération. »

Trafic de stupéfiants 12 arrestations en Beauce

QUÉBEC — Sept perquisitions survenues au cours des deux derniers jours ont permis aux policiers d'arrêter 12 personnes et de démanteler un réseau de trafic de stupéfiants opérant en Beauce, essentiellement à partir de Sainte-Marie et de Saint-Joseph.

Cinq personnes ont été tout d'abord arrêtées dans la nuit de mardi à mercredi. Les policiers de la SQ, aidés de leurs confrères de Sainte-Marie, ont arrêté leurs trois premiers suspects dans une voiture, à Sainte-Marie, avant de mettre la main sur deux autres au cours de deux perquisitions, à Sainte-Marie et à Saint-Joseph. Des stupéfiants d'une valeur de plus de 9000 \$ ont été saisis.

Deux de ces cinq suspects, Normand Laberge, 28 ans, et Dave Cloutier, 24 ans, ont comparu mercredi. Normand Laberge a

ensuite été remis en cellule, en attendant son enquête sous cautionnement, qui aura lieu aujourd'hui au palais de justice de Saint-Joseph. Dave Cloutier a pour sa part été provisoirement remis en liberté.

Un peu plus de 24 heures après cette première opération policière, soit tôt hier matin, cinq nouvelles perquisitions — trois à Sainte-Marie, une à Saint-Pierre-de-Broughton et une à Vallée-Jonction — ont conduit à l'arrestation de sept personnes, toutes bien connues des milieux policiers.

23 vols élucidés avec l'arrestation de six jeunes dans Beauce-Sud

SAINT-ZACHARIE — L'arrestation de six personnes, dont cinq d'âge mineur, a permis d'élucider 23 vols avec effraction survenus à Saint-Zacharie et à Sainte-Aurèle, dans Beauce-Sud, depuis l'automne dernier.

L'un des suspects arrêtés est âgé de 19 ans, les cinq autres ont 16 et 17 ans. Les enquêteurs de la SQ de Saint-Prospère ont retrouvé du matériel volé dans la voiture de l'ainé, et l'arrestation des cinq autres a suivi.

Vingt de ces vols ont été commis à Saint-Zacharie, petite ville située près de la frontière américaine. La plupart ont eu lieu dans des résidences privées, et deux d'entre eux ont été commis à la salle communautaire, et à l'école.

Les trois autres vols ont eu lieu quelques kilomètres plus loin, à Sainte-Aurèle. Chaque fois, l'argent était la principale cible des

voleurs. La valeur totale de ces méfaits s'élèverait à 5000 \$.

En Bref

■ Moniteur de vol légèrement blessé

SAINTE-MARIE-MADELEINE (PC) — Un moniteur de vol a été légèrement blessé quand son appareil s'est écrasé hier matin dans un champ à Sainte-Marie-Madeleine, au cours d'un vol d'entraînement. L'autre personne à bord de l'appareil n'a pas été blessée.

L'avion, un Aeronca 7AC, est la propriété de la compagnie Arimex, située à l'aéroport de Mascouche.

vente de juillet

TAPISOL
ET
LE CLUB DU TAPIS

sont maintenant situés au
900, boul.
Pierre-Bertrand,
Ville de Vanier
681-3690

- Pour mieux vous servir • Nouveaux locaux plus vastes • Facilité de stationnement
- L'excellent service et nos bas prix habituels

TAPIS • PRÉLART • CÉRAMIQUE • ETC.

TAPIS GAZON
IDÉAL POUR PATIO, GALERIE, ETC.
couleurs : vert ou gris
325\$
v ca

TAPIS COMMERCIAL
choix de couleurs
à partir de **4\$**
v ca

CÉRAMIQUE À PLANCHER
à partir de **139\$**
pi ca

ET PLUSIEURS AUTRES
SPÉCIAUX EN MAGASIN

AUSSI LOTS DE TAPIS, PRÉLARTS,
BALANCE DE LIGNE RÉDUITS JUSQU'À **75%**

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

Loto-Québec		RÉSULTATS	
6/49		Loto-Québec	
Tirage du	93-07-07	GAGNANTS	LOTS
6/6	2	1 148 613,00\$	
5/6+	8	86 145,90\$	
5/6	218	2 529,00\$	
4/6	13 538	78,00\$	
3/6	252 808	10,00\$	
23 27 31 39 41 42		Ventes totales: 15 827 849,00\$	
Numéro complémentaire: 7		Prochain gros lot (approx.): 2 500 000,00\$	
		Prochain tirage: 93-07-10	
Extra		Banco	
Tirage du	93-07-07	Tirage du 93-07-08	
NUMÉROS	LOTS	1	3 8 9 11
453541	100 000 \$	13	18 19 20 29
53541	1 000 \$	35	38 39 43 55
3541	250 \$	58	60 61 64 67
541	50 \$	Prochain tirage: 93-07-09	
41	10 \$		
7	2 \$		

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LES CARNETS-PRIVILÈGES DU FESTIVAL: POUR QUE LA FÊTE CONTINUE!

5\$ SEULEMENT

FESTIVAL D'ÉTÉ INTERNATIONAL De Québec

Disponible dans les tabagies, les dépanneurs et chez les marchands participants.

INFO FESTIVAL Bell (418) 692-5200

La campagne de financement populaire est parrainée par **Lafleur**

Explication des codes Montréal / Toronto - La valeur des titres est exprimée en cents sauf lorsque précède d'un S. A et B = différentiels des classes d'actions ordinaires non votantes, p ou o = actions assujetties à des règlements, f = action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne, pr = privilégiées, v = actions privilégiées dernier dividende pas encore versé, u = unités de capital-actions, V = dividende variable, z = lot brieux, W ou W = Bon de souscription (warrant)

LE MARCHÉ BORSIER

Indice des valeurs industrielles: 1884,82, en baisse de 18,17. Volume des transactions: 10,4 millions d'actions. Titres en hausse: 219. Titres en baisse: 109. Titres inchangés: 112.



Table with columns: Titres, Ventes, Hautes, Bases, Firm, Chang. Lists various stock symbols and their performance.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

TORONTO

Indice des valeurs industrielles: 3920,86, en baisse de 51,86. Volume des transactions: 70,1 millions d'actions. Titres en hausse: 238. Titres en baisse: 542. Titres inchangés: 251.



Table with columns: Titres, Ventes, Hautes, Bases, Firm, Chang. Lists various stock symbols and their performance.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

NEW YORK

Indice des valeurs industrielles: 3514,42, en hausse de 38,75. Volume des transactions: 282 millions d'actions. Titres en hausse: 1283. Titres en baisse: 715. Titres inchangés: 586.

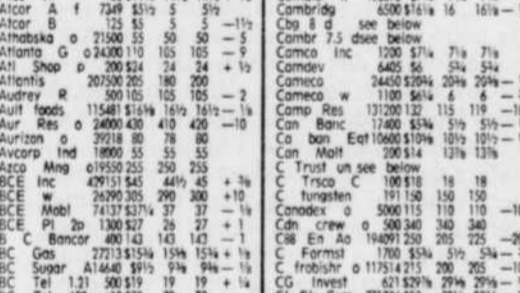


Table with columns: Titres, Ventes, Hautes, Bases, Firm, Chang. Lists various stock symbols and their performance.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

DOW JONES

Indice des valeurs industrielles: 3514,42, en hausse de 38,75. Volume des transactions: 282 millions d'actions. Titres en hausse: 1283. Titres en baisse: 715. Titres inchangés: 586.

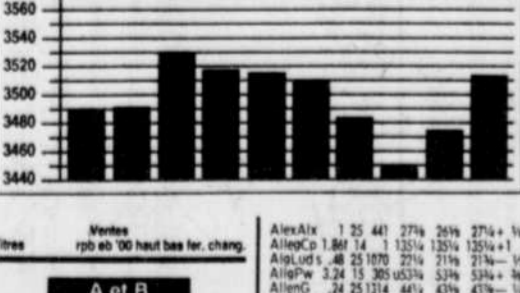


Table with columns: Titres, Ventes, Hautes, Bases, Firm, Chang. Lists various stock symbols and their performance.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds with columns for fund name, type, and performance metrics.

OPTIONS NÉGOCIÉES

Table of negotiable options with columns for stock symbol, option type, and price.

FRUITS ET LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices with columns for item name and price per unit.

OBLIGATIONS

Table of bond obligations with columns for issuer, maturity, and yield.

FRUITS ET LÉGUMES

MONTRÉAL (PC) - Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus par les grossistes, hier, dans la région métropolitaine.

Chou-fleur, Qué.: 9,30-14,75 \$ le ctn de 12 Concomres, large, Qué.: 9,25 \$ le ctn de 12

MONNAIES

Table of exchange rates for various currencies.

BOURSE AMÉRICAINE

Table of American stock market indices and key stock prices.

CÉRÉALES

WINNIPEG (PC) - Le valeur des contrats à terme de céréales était vendredi sur le marché des matières premières de Winnipeg.

BÉNÉFICES

Table of corporate earnings reports for various companies.

COURTIERS JD ET ASSOCIÉS

Le ministre Yvon Vallières aura la possibilité de faire valoir de nouveaux faits pour obtenir l'annulation du jugement prononcé contre lui dans le dossier des Courtiers JD et Associés.

NEW YORK

Table of New York stock market activity and prices.

TITRES AU COMPTOIR

Table of over-the-counter securities and their prices.

EN UN CLIN D'OEIL

■ Bristol-Myers Squibb coupe son personnel de 71 personnes à Ville Saint-Laurent

VILLE SAINT-LAURENT — Le groupe pharmaceutique Bristol-Myers Squibb a décidé de cesser la fabrication et le conditionnement de produits pharmaceutiques à son usine de Ville Saint-Laurent. La répartition de ces activités dans d'autres usines de BMS situées ailleurs dans le monde, au cours des 12 prochains mois, entraîneront une réduction de main-d'oeuvre de 71 personnes, à Saint-Laurent. Il y a une semaine, le groupe annonçait un agrandissement de 27 millions \$ de ses installations de recherche sur le cancer situées à Cadiac, avec une création de 23 postes en recherche et développement, a-t-on précisé hier.

■ Salon de l'informatique d'affaires et gouvernementale

OTTAWA — Le 16e Salon de l'informatique d'affaires et gouvernementale qui aura lieu les 29 et 30 septembre au parc Lansdowne d'Ottawa présentera plusieurs nouveautés dont un bureau pour le travailleur nomade et à domicile. On prévoit qu'il y aura au moins 150 kiosques dont certains porteront sur l'ordinateur à stylo et à la réalité virtuelle; il y aura aussi un centre d'essai du système OS/2 et une série de séminaires gratuits animés par des experts de l'industrie. Cette exposition attire habituellement une clientèle provenant des milieux d'affaires, gouvernementaux, industriels et de la vente.

■ Rencontre des inventeurs et des gens d'affaires

SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME — L'Association des inventeurs du Québec veut mettre les inventeurs et industriels du Québec en contact pour analyser la commercialisation des inventions et la protection des droits de leurs auteurs. Le groupe invite donc les commissaires industriels, représentants du milieu industriel et des chambres de commerce ainsi que toute personne intéressée aux affaires à venir rencontrer ses porte-parole au cours d'une réunion qui se déroulera au Centre civique de Saint-Jean-Chrysostome, 959, rue Hôtel-de-ville, de 7 h 30 à 10 h, mardi le 13 juillet.

■ Les investissements étrangers ont ralenti aux États-Unis en 1992

WASHINGTON — Les investissements étrangers aux États-Unis ont ralenti en 1992 mais pas aussi fortement que prévu. Ces placements nets se sont élevés à 2,4 milliards \$ US l'année dernière comparés à 11,5 milliards en 1991 et 45,1 milliards en 1990. Ils avaient atteint le montant record de 67,9 milliards en 1989. Le département du Commerce a attribué le mouvement de baisse des investissements étrangers depuis 1990 à la récession et à la lenteur de la reprise. La chute des cours boursiers et des prix immobiliers au Japon a également réduit les capacités des banques nippones à investir aux États-Unis, a souligné le département.

■ 2 milliards \$ de bénéfices pour les trois grands de l'auto

DETROIT — Les bénéfices combinés des trois grands constructeurs automobiles américains pourraient atteindre 2 milliards \$ US au deuxième trimestre selon des analystes pour qui le redressement de ce secteur est l'un des rares signes positifs dans une économie stagnante. Selon First Call, un cabinet d'études de Boston, General Motors dégagerait un bénéfice net de 842 millions \$ US (84 c l'action), Ford, au deuxième rang, enregistrerait un bénéfice net de 632 millions \$ US (1,30 \$ l'action) et Chrysler, le numéro trois, un bénéfice de 502 millions \$ US (1,44 \$ l'action) avant un gain exceptionnel provenant de la vente de participations dans Mitsubishi.

■ Le nombre des demandeurs d'allocation chômage diminue

WASHINGTON — Le nombre des demandeurs d'allocation chômage a diminué de 12 000 pour retomber à 327 000 pendant la semaine arrêtée au 3 juillet, a annoncé le département du Travail. Les analystes tablaient généralement sur une baisse de 11 000. Pendant les quatre semaines s'achevant au 3 juillet, le nombre des demandeurs d'allocation chômage s'est réduit de 4000 pour s'établir à 340 500. Ces chiffres sont exprimés en données corrigées des variations saisonnières.

■ Gluten de maïs: reconduction de l'arrangement CEE-USA

BRUXELLES (AFP) — Les Douze ont décidé de reconduire jusqu'au 31 juillet la concession sur les exportations de gluten de maïs accordée aux États-Unis, a-t-on appris de source communautaire à Bruxelles. Cette décision a été prise lors d'une réunion des représentants permanents des Douze à Bruxelles et doit être entérinée lors du conseil des ministres des Finances de la CEE lundi à Bruxelles, a-t-on indiqué de même source. Les États-Unis ont depuis 1967 la possibilité d'exporter d'importants tonnages de gluten de maïs vers la CEE sans payer de droit de douane. Cette concession n'a pas été remise en question lors de la conclusion du pré-accord agricole de Blair House conclu en novembre 1992. La France dénonce cet arrangement, considéré comme partie intégrante du pré-accord agricole qu'elle refuse d'entériner malgré les pressions de la Commission européenne et de la plupart de ses partenaires de la CEE.

Cinq autres usines de Stone-Consol connaissent le même sort

Stone Container ferme son usine pour une période de cinq semaines

NEW RICHMOND — Afin de diminuer ses stocks, la Stone Container, compagnie-mère de la Stone-Consolidated, qui possède la cartonnerie de New Richmond, fermera cette usine à compter du 1er août pour cinq semaines, en plus de cinq autres usines de son réseau. Près de 340 des 350 employés de l'usine gaspésienne seront touchés par cet arrêt temporaire.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Selon le directeur de l'usine, Peter Campbell, l'exercice a pour but

également de créer une sorte de pénurie afin de provoquer une hausse des prix du carton sur les marchés. « C'est un ajustement d'inventaire et un essai de Stone-Consol pour augmenter les prix », avoue-t-il. « Ces prix ont baissé de 50 \$ depuis trois mois. La pression est énorme sur les marchés mondiaux, avec les Scandinaves qui

vendent du carton à 230 \$ US », ajoute-t-il.

Les prix du carton sont présentement inférieurs à 450 \$ canadiens, si on tient compte des escomptes des compagnies. Selon M. Campbell, les coûts de production de l'usine de New Richmond oscillent autour de 480 \$.

En fermant la cartonnerie de New Richmond, l'usine de Bathurst au Nouveau-Brunswick et quatre autres usines situées au Montana, en Floride, en Arizona et en Georgie, Stone-Consol retranchera un volume de 180 000 tonnes de carton et 40 000 tonnes de pâte blanchie des marchés nord-américains. Aux États-Unis, certaines usines fermeront à la mi-juillet. Les stocks de l'usine de New Richmond s'établissent à 7000 tonnes présentement.

Il s'agit pour cette cartonnerie de la deuxième plus importante période de fermeture en 1993. La compagnie avait interrompu la production pendant 40 jours entre le 18 mars et le 29 avril.

La fermeture de l'usine survient à l'aube de la reprise des négociations de la convention collective des employés de la Stone-Consol. Cette convention est échue depuis le 30 juin.

« L'usine de New Richmond présente les coûts de production les plus élevés des usines de Stone-Consol. Il faut absolument baisser ces coûts de 50 ou 60 \$ la tonne. Nous devons obtenir des concessions de la part de tout le monde », avertit Peter Campbell.

Le rapport de force entre producteurs et acheteurs persiste

Le sirop d'érable tourne au vinaigre

SAINT-GEORGES — La soirée d'information convoquée par le Syndicat des acériculteurs, cette semaine, fait tourner le sirop d'érable au vinaigre. Malgré l'instauration d'une corporation en mars, le rapport de force entre les producteurs et les acheteurs semble persister dans l'histoire de l'acériculture beauceronne.

par LUCE DALLAIRE
collaboration spéciale

« Les acériculteurs ont de gros problèmes, mais ils ne sont pas causés par la corporation, ni par la fédération. La dernière produc-

tion a été défavorable et malheureusement la solidarité dans ce secteur d'activité est très peu développée. On se retrouve au Québec avec 8000 vendeurs de sirop dont 3000 Beaucerons et 29 acheteurs. Le marché de l'offre et de la demande est complètement débâclé. Nous travaillons à la stabilité et à la croissance mais ça ne se fait pas à court terme », réplique le président de l'UPA, M. Jacques Proulx.

« Les décisions des derniers mois visent à assurer un avenir meilleur pour les producteurs. Je comprends très bien leurs revendications, leurs frustrations. Ils veulent avoir 2 \$ la livre, ils en ont obtenu 0,50 \$. Certains ont joué le jeu correctement, en toute confiance en mettant leur sirop dans la banque de la fédération avant qu'elle soit mise en situation de faillite technique », ajoute-t-il.

Les éoliennes aux îles

Hydro a reçu 18 offres

QUÉBEC — Hydro-Québec a reçu des offres de 18 entreprises, dont 12 sont d'origine canadiennes et huit du Québec, pour la construction d'un parc d'éoliennes aux îles de la Madeleine.

LE SOLEIL

Hydro-Québec achètera cinq MW d'électricité fournie par ces éoliennes d'ici la fin de l'année 1995. Ainsi, on prévoit que le parc devrait contenir au moins une dizaine d'unités, selon la capacité de production de chacune. Ce choix est laissé aux promoteurs, d'expliquer au SOLEIL Mme Monique Gastinel, conseillère en communications pour Hydro-Québec dans la région de Matapédia.

La société d'État procèdera dans les prochaines semaines à l'analyse des candidatures. Entre-temps, une firme spécialisée est à compléter une étude sur les emplacements potentiels de l'île, soit ceux qui « prennent bien le vent », comme on dit dans ce métier.

Il faudra aussi tenir compte de l'impact environnemental. Ainsi, de préciser Mme Gastinel, un bon secteur à proximité de l'aéroport a été écarté car il se trouvait trop près de l'aire d'approche des avions.

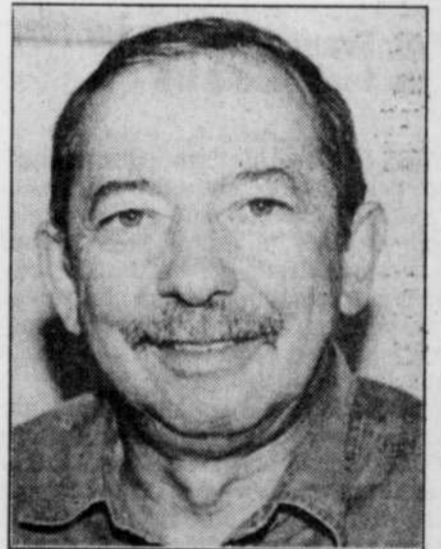
Cette décision, souligne la société d'État, confirme son intention de réaliser un projet de démonstration d'énergie éolienne dans un réseau non relié à son réseau principal. Hydro-Québec produit actuellement de l'électricité avec des éoliennes, mais il s'agit à chaque endroit d'une seule unité. Ce parc sera le premier.

TIRAGE DU 2 JUILLET

FÉLICITATIONS

M. ANDRÉ CORRIVEAU DE LA POCATIÈRE

VOUS PARTEZ EN
CROISIÈRE
JUSQU'À SAINT-PIERRE ET MIQUELON



1 CROISIÈRE PAR SEMAINE POUR 2 PERSONNES
Rester abonné cet été, c'est tout ce qui compte!
Vous aussi pouvez gagner en étant abonné au Soleil (abonnements 5, 6 et 7 jours).
Tirages entre le 25 juin et le 13 août 1993, sous la supervision de Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne.

ABONNEZ-VOUS 647-3333
1 800 463-2362

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

Hôpital de l'Enfant-Jésus

RÉAMÉNAGEMENT D'UNE UNITÉ DE RÉANIMATION EN TRAUMATOLOGIE (URGENCE)

L'Hôpital de l'Enfant-Jésus demande des soumissions pour l'aménagement d'une unité de traumatologie. Les plans, devis et documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus à la direction des services techniques, bureau F-205, contre un dépôt de 50 \$ à l'ordre du propriétaire et non remboursable. Vous voudrez bien prendre rendez-vous avant de vous présenter.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission établi au montant de dix-neuf mille dollars (19 000 \$), soit d'un chèque visé au montant de neuf mille cinq cents dollars (9 500 \$) fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de neuf mille cinq cents dollars (9 500 \$) et une lettre écrite de la compagnie de cautionnement s'engageant à fournir le cautionnement d'exécution et la garantie des obligations tel que décrit dans le présent document, valide pour 45 jours à compter de la date d'ouverture des soumissions.

Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat par un cautionnement d'exécution et une garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, main-d'oeuvre et matériaux, chacun égal à 50 % du prix total du contrat. Les soumissions (l'original et 2 copies) dans des enveloppes cachetées et adressées à:

Hôpital de l'Enfant-Jésus
Direction des Services techniques (F-205)
1401, 18e Rue, Québec (Québec) G1J 1Z4

À l'attention de: monsieur Daniel Auctair, architecte
seront reçues le mardi 10 août 1993, jusqu'à 15 h, heure en vigueur localement, pour être ouvertes publiquement le même jour, à la salle de conférence de la Direction des Services techniques (F-210).

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs généraux ayant leur principale place d'affaires au Québec et détenant une licence en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission. Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

GASTON PELLAN
Directeur général
Hôpital de l'Enfant-Jésus



Travaux dans la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick
(Comté de Richmond)
Appel d'offres N°: 0541-40-01-41-4Z

Construction d'une station d'épuration du type "étangs aérés" avec bâtiment de service, d'une conduite de refoulement, d'un poste de pompage et divers travaux connexes.

DOCUMENTS DISPONIBLES: SQAÉ, Service gestion des contrats, 25H, rue de Lauzon, Boucherville (Québec) J4B 1E7. Tél.: (514) 449-4224.

PRIX: 125,00 \$ (taxes incluses) non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la Société.

De plus, pour cet appel d'offres, les soumissionnaires devront prendre connaissance du "Cahier des clauses générales d'appel d'offres, Société québécoise d'assainissement des eaux", publié par Les Publications du Québec (édition 1989). Ce cahier fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

LIEUX DE CONSULTATION: Hôtel de ville de Saint-Albert-de-Warwick; Ass. de la construction de Montréal et de Québec; ACRGTQ de Québec; Ass. de la construction du Centre du Québec Inc.; Ass. de la construction, Région Richelieu-Verchères-Bertrand; Société à Boucherville.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS: Hôtel de ville de Saint-Albert-de-Warwick: a/s Mme Suzanne Crête, secrétaire-trésorière, 25, rue des Loisirs, Case Postale 100, Saint-Albert (Québec) JDA 1E0. Le lundi 9 août 1993 à 14 h 00.

GARANTIE DE SOUMISSION: MONTANT: 90 000,00 \$
FORME: Chèque visé tiré sur une institution bancaire faisant affaires au Québec ou un cautionnement de soumission.

RENSEIGNEMENTS: Monsieur Jacques Boulet - Tél.: (418) 683-1328.

Seules les personnes, sociétés et compagnies, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société sont admises à soumissionner.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Marc Pinsonnault, L.L.B., B.Sc.
Directeur, gestion des contrats

5-09-07-93



Travaux dans la ville de Baie-Comeau
Comté de Saguenay
Appel d'offres no: 0212-40-01-41-49

Travaux correctifs (génie civil, mécaniques et électriques) sur les regards d'entretien des conduites de refoulement, aux postes de pompage et au bâtiment de service de la station d'épuration

DOCUMENTS DISPONIBLES: SQAÉ, Service gestion des contrats, 1019, boulevard René-Lévesque Ouest, Québec (Québec) G1S 1V2. Tél.: (418) 683-1328

PRIX: 50,00 \$ (taxes incluses) non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la Société.

De plus, pour cet appel d'offres, les soumissionnaires devront prendre connaissance du "Cahier des clauses générales d'appel d'offres, Société québécoise d'assainissement des eaux", publié par Les Publications du Québec (édition 1989). Ce cahier fait partie intégrante du document d'appel d'offres.

LIEUX DE CONSULTATION: Hôtel de ville de Baie-Comeau; Ass. de la construction de Montréal et de Québec; ACRGTQ de Québec; Ass. de la construction de Québec, Région Manicouagan; Société à Boucherville et à Québec.

VISITE DES LIEUX: Une visite des lieux est prévue le jeudi 05 août 1993 à 13h30.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS: Hôtel de ville de Baie-Comeau: a/s Me Gabriel Violette, greffier, 19, avenue Marquette, Baie-Comeau (Québec) G4Z 1K5. Le: mercredi 10 août 1993 à 15h00.

GARANTIE DE SOUMISSION: MONTANT: 8 000,00 \$

FORME: Chèque visé tiré sur une institution bancaire faisant affaires au Québec ou un cautionnement de soumission.

RENSEIGNEMENTS: Madame Sylvie Rodrigue - Tél.: (418) 683-1328.

Seules les personnes, sociétés et compagnies, ayant leur principale place d'affaires au Québec, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société sont admises à soumissionner.

La Société ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Marc Pinsonnault, L.L.B., B.Sc.
Directeur, gestion des contrats

5-09-07-93

L'ÉCONOMIE

COUP D'OEIL SUR LE MARCHÉ

Wall Street remet ça

Wall Street a enregistré un gain de près de 40 points hier, grâce à la baisse de 12 000 des demandes d'allocations chômage durant la semaine achevée le 3 juillet aux États-Unis et la hausse en juin des ventes des principales chaînes de grands magasins.

L'indice Dow Jones a clôturé à 3514,42, en hausse de 38,75 points (+1,11%).

L'activité a été soutenue avec quelque 282 millions d'actions échangées. Les indices boursiers étaient généralement en baisse à la bourse de Montréal. Entraîné par la baisse des minières, l'indice général a perdu 18,17 points à 1884,82.

L'indice des banques a chuté de 21,17 à 2390,05, celui des minières de 60,82 à 2229,73, celui des pétrolières de 29,17 à 1492,44 et celui des industrielles de 10,08 à 1414,65.

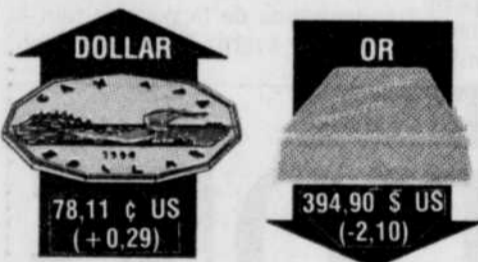
L'industrie la plus active a été la Banque Nationale, en hausse de 1/8 à 103% avec 685 065 actions transigées.

La minière ou la pétrolière la plus active a été Placer Dome, en baisse de 1% à 26% avec 81 808 actions transigées.

Le prix des métaux en livre sterling par tonne sur le marché de Londres : cuivre 1108-1109 et plomb 262-263 ; en dollar américain par tonne : zinc 1008-1009, aluminium 1129-1130 et nickel 5995-6005.

Enfin, la firme Handy and Harman cotait l'argent, hier, à 6,522 \$ l'once. La cote de mercredi était de 6,544 \$.

LES INDICES



NOUVELLES BRÈVES

Air France: perte de 1 milliard \$ US

PARIS (AFP) — Air France devrait subir une perte évaluée entre 870 millions et 1 milliard \$ US en 1993, supérieure à celle de 1992, a estimé hier Jacques Godfrain, délégué général du Rassemblement pour la république chargé des transports, en avertissant que la compagnie « pourrait disparaître d'ici la fin de l'année ».

Selon lui, le plan d'assainissement lancé par le groupe Air France, qui a perdu 560 \$ millions en 1992, ne suffira pas à le sortir du rouge et l'État « ne peut pas distribuer deux milliards (de francs) tous les six mois indéfiniment ». M. Godfrain préconise une vente des actifs rentables pour renflouer la compagnie déficitaire, inscrite sur la liste des 21 sociétés françaises privatisables par le gouvernement Balladur. Le député soutient en particulier une privatisation d'Air Inter, la compagnie intérieure récemment intégrée au groupe Air France, ainsi qu'une vente des filiales non directement reliées au transport aérien comme Servair ou les hôtels Méridien.

La misère noire pour Euro Disney

PARIS (AFP) — Le groupe Euro Disney, qui avait pourtant remporté son pari en accueillant 11 millions de visiteurs en un an d'exploitation, est frappé de plein fouet par la crise qui touche presque tous les secteurs du tourisme en France, et s'attend à des pertes pour l'été. Le géant du loisir, qui exploite le parc d'attraction Euro Disneyland à Marne-la-Vallée et tout un complexe hôtelier situé à proximité, un camping et un centre de divertissements (Festival Disney), a annoncé hier s'attendre à des pertes d'environ 87,7 millions \$ US au troisième trimestre de son exercice 1992-93. Il compte rester déficitaire au quatrième trimestre, correspondant pourtant à la haute saison touristique. Ces résultats constituent une mauvaise surprise pour Euro Disney, qui après de lourdes pertes pendant l'hiver soit 170 millions \$ US, s'attendait à sortir du rouge pendant l'été, pas suffisamment toutefois pour éviter de « lourdes pertes » sur l'ensemble de l'exercice. La direction d'Euro Disney souligne que la fréquentation du parc reste bonne, avec 3,1 millions de visiteurs pour l'ensemble du trimestre. Mais cette bonne fréquentation résulte essentiellement de la montée en puissance de la clientèle française, au détriment des étrangers.

Une bonne année malgré tout, disent les dirigeants de l'industrie

Les papeteries ont perdu 1,4 milliard \$

TORONTO — Les pertes enregistrées par l'industrie forestière canadienne en 1992, qui se sont élevées à 1,4 milliard \$, apparaissent comme une bonne nouvelle quand on les compare avec l'année précédente.

par MURRAY OXBRY
de la Presse canadienne

En 1991, l'industrie forestière avait alors connu une perte financière de 2,5 milliards \$, selon les calculs de la firme Price Waterhouse, qui rendait public hier un sondage effectué auprès des grandes compagnies fores-

tières du pays.

« Toutes les compagnies canadiennes se sont battues très fort pour survivre », a déclaré R.B. Findlay, président de la firme MacMillan Bloedel et président de l'Association canadienne des pâtes et papier, qui a parrainé le sondage.

« Nous sommes devenus plus fortes parce que nous

avons livré la bataille », a-t-il ajouté.

Il a expliqué que, cette année, les compagnies forestières canadiennes ont réduit leurs dépenses, mis l'accent sur la protection de l'environnement et dépensé beaucoup d'argent pour devenir plus performantes.

L'industrie forestière est une des principales au Canada, comptant 12,5 % de toutes les cargaisons de l'industrie manufacturière.

M. Findlay a fait valoir que l'industrie a continué à subir

des pertes l'an dernier parce qu'elle a dû composer avec à la fois une surcapacité de production et la récession mondiale.

La récession a fait en sorte de réduire la demande et d'abaisser les prix des produits forestiers, dont celui du papier journal.

Par contre, les profits ont augmenté cette année, ce qui s'explique par la hausse du prix du bois de construction et la baisse de 5 % du dollar canadien au cours de l'année.

Cela a contribué, au total, à augmenter les revenus de l'in-

dustrie forestière de 1,3 milliard \$. Cependant, cette industrie a continué pendant ce temps à sacrifier des emplois, mais à un rythme plus lent que par le passé.

Cette année, cette industrie a perdu 7800 emplois, faisant grimper à 39 000 le nombre d'emplois perdus au cours des trois dernières années dans ce secteur d'activités.

En 1993, on s'attend à ce que l'industrie forestière subisse des pertes de l'ordre de 500 millions \$ à 750 millions \$.



La gazéification ou la combustion par une technologie appropriée de bois provenant de nettoyage forestier ou impropre à la transformation en papier ou en bois d'oeuvre permettrait de générer de l'électricité à un coût variant entre 7,5 c et 8,5 c le kilowattheure.

21,2 millions \$ de recherche sur la biomasse

Des résidus de bois seront transformés en électricité

QUÉBEC — Le Centre québécois de valorisation de la biomasse (CQVB) est prêt à recommander la mise à l'essai de petites unités thermiques d'une capacité de cinq à 10 mégawatts pour générer de l'électricité d'appoint à partir de résidus du bois.

par LOUIS TANGUAY
LE SOLEIL

Le PDG du CQVB, M. Marcel Risi, a avancé cette donnée, hier, lors d'une rencontre avec les médias convoquée pour faire savoir que son équipe a réussi à multiplier par 5,6 les 3,8 millions \$ engagés dans 59 projets de recherche et développement au cours des deux premières années de son mandat quinquennal 1991-96. Il s'agit donc, dit-il, de plus de 21,2 millions \$ de recherche avec des retombées évaluées à 11,5 millions \$ dans les universités associées.

Au terme de l'année 1992-1993, le Conseil aura reconnu six modules de recherche dont l'action est orientée vers l'innovation technologique et les besoins industriels et dont les équipes de chercheurs sont reconnues pour leur expertise, leurs ressources et leur réputation internationale.

Son intention initiale était de s'associer à dix modules mais le CQVB n'a identifié que six organisations répondant à ses critères. Malgré cela, le patron du centre qualifie d'extrêmement stimulants les résultats de la dernière année qui indiquent une évolution remarquable des mentalités et prouvent que la concertation est non seulement possible mais rentable.

Mais il ne suffit pas de promouvoir la R&D. Il faut absolument, dit M. Risi, développer au Québec une véritable agence d'intelligence technologique pour « espionner » les technologies d'ailleurs qui peuvent être non pas importées, mais adoptées et adaptées aux besoins des industries d'ici.

Énergie

Quant à la filière énergétique pour l'utilisation de la biomasse, M. Risi a rappelé que déjà des résidus de bois québécois sont vendus pour être transformés en électricité juste au sud de la frontière américaine à un coût inférieur à celui de l'hydroélectricité en Ontario ou aux USA soit entre 7,5 c et 8,5 c le kilowattheure.

Mais il ne faut pas, selon lui, comparer ce prix seulement au coût technique et financier de l'hydroélectricité québécoise (5 c le kWh) mais aussi au coût social auquel on produit une énergie dont n'a souvent besoin qu'en période de pointe, c'est-à-dire pendant les mois d'hiver.

Donc le CQVB croit qu'il est temps de mettre à l'essai de petites unités d'une capacité de 5 à 10 mégawatts qu'il serait possible de répartir un peu partout sur le territoire.

Au Mexique

Un contrat de 64 millions \$ pour Bombardier

MONTREAL (PC) — La compagnie Bombardier a vu ses efforts d'implantation au Mexique être récompensés, hier, lorsqu'elle a reçu de la régie de transport urbain de Mexico une commande de 64 millions \$ portant sur la remise à neuf de 234 voitures de métro sur pneus.

Il s'agit du premier contrat décroché par Bombardier au Mexique depuis l'acquisition, en mai 1992, du plus important fabricant de matériel ferroviaire de ce pays, Constructora nacional de carros de ferrocarril.

Les travaux, d'une durée de 12 mois et qui représentent 400 emplois-année, seront réalisés à l'usine de Bombardier Concarri, située à quelque 70 km de Mexico.

Cette commande a été obtenue à la suite d'un appel d'offres international et confirme, selon le président du Groupe matériel de transport de Bombardier, M. Jean-Yves Leblanc, la capacité de Bombardier Concarri de soutenir la concurrence avec succès.

« Cette première percée

au Mexique apporte également la confirmation que cette filiale s'avère parfaitement apte à réaliser les objectifs que Bombardier lui a fixés, non seulement pour servir le marché mexicain, mais aussi pour les marchés d'Amérique latine », a ajouté M. Leblanc par voie de communiqué.

Les véhicules qui font l'objet de la commande sont en service depuis 22 ans. Une fois remis à neuf, leur vie utile sera prolongée de 15 ans. La réfection des composants corrodés et la modernisation des systèmes intégrés en réduiront les coûts d'entretien.

Bombardier Concarri possède des installations équipées pour produire toute une gamme de véhicules de transport ferroviaire.

Fusion entre Desjardins et La Laurentienne

Pour la FTQ, il est trop tôt pour parler de mises à pied

MONTREAL — Le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), M. Clément Godbout, croit qu'il est prématuré de parler de mises à pied dans le cadre de la fusion de la Financière Desjardins et du Groupe La Laurentienne.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

Selon lui, la consolidation des activités des deux groupes se traduira par une expansion de leurs activités, ce qui permettra de minimiser la réduction des effectifs qu'implique la fusion. Mercredi, autant le président du Groupe La Laurentienne, M. Jacques Drouin, que le président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, ont fait part de l'« inévitable rationalisation des ressources humaines » que provoquera la fusion des deux sociétés. Ni l'un ni l'autre n'ont voulu préciser le nombre d'emplois en jeu.

M. Béland s'est fait rassurant en expliquant que Desjardins n'avait cessé de créer des emplois au fil des ans : « En 1983, le Mouvement Desjardins avait 20 000 personnes à son service. En 1993, il en a 50 000. » Et d'ajouter que la fusion de la Financière Desjardins et du Groupe La Laurentienne provoquerait de nouvelles occasions nécessitant « possiblement » des ressources humaines « additionnelles » pour compenser les emplois perdus et, même, en créer de nouveaux.

Pour sa part, M. Godbout a dit qu'il fallait se réjouir de cette fusion car elle permettrait la constitution d'une grande entreprise financière : « Il faut le voir avec objectivité, c'est la garantie d'un avenir meilleur. Mais on va rester vigilant pour s'assurer que l'impact sur les emplois soit positif plutôt que négatif. »

M. Godbout a encore précisé

qu'il allait falloir s'interroger sérieusement. « Desjardins est-il encore un mouvement coopératif, n'a-t-il pas perdu un peu de son orientation sociale et politique ? » de questionner M. Godbout.

Il est vrai que les relations entre Desjardins et la FTQ sont tendues. Pour deux raisons :

1) Les relations de travail sont difficiles à l'intérieur des caisses populaires dont les employés sont syndiqués. Ainsi, pour accélérer le renouvellement de leurs conventions collectives, les employés syndiqués à la FTQ de 45 caisses populaires montréalaises ont entrepris un mouvement de

grève rotatif de 24 heures. Indépendamment des points en litige, la FTQ reproche surtout à Desjardins un « antisindicalisme viscéral ». C'est aussi à la FTQ que sont syndiqués les employés de la Banque Laurentienne et là, a noté M. Godbout, les négociations, bien que difficiles, ont pu se conclure normalement : « Il ne faudrait pas que l'antisindicalisme de Desjardins fasse tâche d'huile à La Laurentienne. On voit y voir de près. »

2) Desjardins a exercé de nombreuses pressions auprès de Québec pour limiter les avantages fiscaux consentis au Fonds de solidarité. Sur ce dossier, M. Godbout reproche à Desjardins de « se prendre pour le nombril du Québec » et l'invite à « sortir de sa tour d'ivoire » pour découvrir que les deux institutions sont complémentaires.

Vieille machinerie vendue au Vietnam

QUÉBEC — Emballées dans des conteneurs, les installations manufacturières de technologie « dépassée » des PME québécoises en faillite, ou en voie de modernisation, pourront bientôt prendre le chemin du Vietnam ou d'autres pays du Sud-Est asiatique.

par RÉAL LABERGE
LE SOLEIL

C'est ce qu'annoncent des ententes « sur le point d'aboutir », que le Groupe Novanix, un nouveau consortium récemment formé à Saint-Bruno, prévoit devoir conclure en novembre ou décembre 1993.

Un porte-parole de Novanix, M. Maurice Beaudet, président de Beaulier inc., a précisé hier au SOLEIL que les pourparlers en ce sens ont été amorcés avec des représentants du Vietnam,

à l'occasion de la venue au Québec d'une délégation commerciale de ce pays.

Le déroulement des négociations laisse espérer la signature d'un premier et important contrat de transfert d'aménagements industriels. C'est pourquoi le consortium québécois déléguera des représentants au Vietnam, au cours des prochains mois, afin de favoriser la ratification des ententes préliminaires.

Le Groupe Novanix a été fondé en octobre 1992, dans le

but de mettre en commun l'expertise en aménagement et en organisation industrielle de cinq entreprises de production et de services d'ingénierie sises à Saint-Bruno.

Outre Beaulier inc., qui se spécialise dans la ventilation industrielle, le convoyage pneumatique et la mécanique du bâtiment, les quatre autres partenaires du consortium Novanix sont PMGL inc., une entreprise spécialisée dans la mécanique industrielle et la tuyauterie ; RC Expert-conseil, dans la structure et les fondations ; Soumis inc., dans les automatismes, l'instrumentation et l'électricité ; et Van Khieu, ingénierie de l'étude des systèmes de production et d'a-

ménagement des usines.

Selon M. Beaudet, l'ancien Vietnam du Sud et certains pays du Sud-Est asiatique offrent un marché potentiel très prometteur pour la disposition de la machinerie et des installations désormais considérées déclassées par les petites entreprises québécoises, ou qu'il faut liquider à la suite d'une faillite.

Les possibilités de réadaptation là-bas des usines fermées ici se retrouvent surtout dans la catégorie des entreprises de 300 000 \$ à 1 million \$. Il s'agit de récupérer la machinerie et de l'équipement dont la technologie remonte au début des années 1980. « On emballa le tout dans des conteneurs et on remonte tout ça là-bas » !